

DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DES ASSOCIATIONS MEMBRES OU CANDIDATES À L'UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS AGRÉÉES DU SYSTÈME DE SANTÉ

Déclaration à remplir par le responsable de l'association adhérente

Je soussigné, André Cicoella

Président de l'association Réseau Environnement Santé (RES)

Certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements suivants :

1. Sur l'association

Objet social : Réseau Environnement Santé (RES)

1. Regrouper l'expertise émanant des ONG, des associations de scientifiques, de professionnels de santé et de malades pour favoriser la prise en compte de l'expertise profane et citoyenne dans l'expertise scientifique,
2. Protéger la santé du monde vivant, celle de l'homme et de son environnement,
3. Proposer des solutions qui tiennent compte des interactions santé environnement,
4. Accompagner les personnes physiques ou morales, victimes ou représentants de victimes de préjudices sanitaires en lien avec la dégradation de l'environnement, y compris en justice,
5. Favoriser l'évolution des législations existantes dans le sens d'une meilleure prise en compte des questions santé et environnement,
6. Optimiser les moyens actuels pour garantir la diffusion la plus large possible d'une information scientifique validée en direction du plus grand nombre sur les sujets de la santé et d'environnement,



7. Mutualiser la réflexion et encourager la relation avec les institutions et le milieu scientifique pour répondre aux actions locales et globales en faveur d'une meilleure qualité de vie initiées notamment par des lanceurs d'alertes,
8. Dénoncer les impacts sanitaires, y compris en milieu professionnel, causés par des dégradations de l'environnement et par des pollutions diverses,
9. Organiser des formations en relation avec la santé environnementale,
10. Développer les actions du RES dans les régions.

Membres du Bureau (et leur situation sociale¹) :

CICOLELLA André – Chercheur retraité

CORDONNIER Paul – Médecin, Membre de l'association A.P.R.E.S

FERRAND-LEFRANC Nathalie – Chirurgienne dentiste

GENET Jean-Claude – Cadre de direction dans la protection sociale

PETIT Bernard – Ingénieur chimiste retraité

RECEVEUR Christine – Directrice du travail honoraire

ROBERT Serge – Ingénieur, chercheur en sédimentologie littorale

¹ Salarié-e (préciser la profession), retraité-e, étudiant-e, etc.



2. Sur les ressources de l'association (pour les trois dernières années)

Ressources pour l'année ...2017			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	Adhérents Dons	19.825	15
Subventions publiques	Réserves Parlementaires Mairie de Paris	40.000	30
Financements privés	Fondation de France	50.000	37
Activités économiques de l'association	Ventes de marchandises finies et de prestations de service	23.720	17,5
Autres sources de financements	Produits financiers Reprises sur amortissement	759	0,5
TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE : 134.203			



Ressources pour l'année 2016			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	Adhérents	17.794	12
Subventions publiques	Etat CUI CAE Réserves parlementaires Mairie de Paris	41.720	28
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)	Adhérents Sympathisants Bénévoles	6.341	4,5
Financements privés	Mutuelle Familiale Fondation de France	60.000	41
Activités économiques de l'association	Ventes : expositions, livres et prestations colloques	8.675	6
Autres sources de financements	Reprise de provision pour prud'homme Produits financiers	12.070	8,5
TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE : 146.600			



Ressources pour l'année 2015			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	Adhérents Dons	11.938	9
Subventions publiques	Région île de France Réserves parlementaires Mairie de Paris Etat CUI CAE	72.843	55
Financements privés	Fondation de France Mutuelle Familiale	40.000	30
Activités économiques de l'association	Ventes : expositions, livres et prestations colloques	3.663	3
Autres sources de financements	Produits financiers	3.853	3
TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE : 132.297			

PRODUIRE EN ANNEXE LE BUDGET TOTAL DE L'ASSOCIATION PAR ANNÉE D'EXERCICE (BILAN ET COMPTE D'EXPLOITATION) DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES



3. Sur les liens d'intérêts non-financiers

3.1. Liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, etc.

Organisme (syndicat, think tank, parti ou mouvement politique, association, fondation, etc.)	Nature du lien (soutien politique, collaboration, etc.)	Période
Le Réseau Environnement Santé n'a aucun lien d'intérêt non-financier (soutien politique, collaboration, ...) ni avec un syndicat, ni avec un <i>think tank</i> , ni avec un parti ou mouvement politique, ni une fondation, etc.		
Seul le RES est membre du réseau européen HEAL (<i>Health and Environment Alliance</i>)		



3.2. Présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association

Participation de professionnels de santé (en ou hors activité) ou de l'action sociale aux instances de gouvernance de l'association (indiquer le nombre et le pourcentage par rapport à la totalité des membres des instances de gouvernances) :

- Au sein du **Conseil d'Administration** (16 administrateurs/trices, réparti(e)s en 3 collèges : personnes physiques – personnes morales – régions), seules **6 personnes** correspondent à ces profils, **soit 37%**.

- Au sein du **Bureau** (7 membres), dont les noms suivent, seules **2 personnes** correspondent à ces profils, **soit 28%** :

CICOLELLA André – Chercheur retraité - **Président**

CORDONNIER Paul – Médecin, Membre de l'association A.P.R.E.S

FERRAND-LEFRANC Nathalie – Chirurgienne dentiste

GENET Jean-Claude – Cadre de direction dans la protection sociale - **Trésorier**

PETIT Bernard – Ingénieur chimiste retraité

RECEVEUR Christine – Directrice du travail honoraire - **Secrétaire**

ROBERT Serge – Ingénieur, chercheur en sédimentologie littorale – **Chargé des Régions**

Les personnes, dont les prénoms/noms et fonctions au sein de l'association sont mis en gras font partie du 'groupe exécutif' de l'association : ils ne sont ni professionnels de santé, ni professionnels de l'action sociale.



4. Pièces à joindre à la présente déclaration :

- Nom, prénom et profession des membres du conseil d'administration de l'association ;
- Présentation de l'association et des principaux motifs d'adhésion ;
- Budget total de l'association par année d'exercice (bilan et compte d'exploitation) des trois dernières années ;
- Dernière version des statuts publiés au Journal officiel ;
- Agrément santé (décision d'agrément et formulaire de demande) ;
- Lettre d'engagement prévue à l'article 1.1 du règlement intérieur de l'UNAASS.

5. Mentions légales

- 5.1. *Les informations recueillies seront informatisées et cette déclaration pourra être publiée sur le site internet de l'Union.*
- 5.2. *L'Union, par l'intermédiaire de son Comité de déontologie et de prévention des conflits, est responsable du traitement ayant pour finalité la vérification de l'indépendance de l'association en confrontant les liens déclarés, aussi bien financiers que non financiers (notamment liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association) aux objectifs de la mission de l'association envisagée au sein de l'Union au sein de l'Union.*
- 5.3. *Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant ; Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un mél à l'adresse suivante : deontologie@france-assos-sante.org.*
- 5.4. *La présente déclaration doit être actualisée dès qu'une modification intervient, et au minimum annuellement même sans modification.*
- 5.5. ***Toute déclaration mensongère est susceptible d'entraîner la radiation de l'association après avis du comité de déontologie.***
- 5.6. ***Aux termes de l'article L.441-1 du Code pénal « Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplit par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. »***

Fait à Montreuil,

Le 27/03/18